



Programme des Nations Unies pour l'environnement

EP

UNEP(OCA)/MED WG.127/Inf.3
16 mai 1997

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL

Delphes, Grèce, 20-23 mai 1997

RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DU MED POL (juillet 1996-mai 1997)

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	1
1. Mise en oeuvre de MED POL - Phase III	1
2. Evaluation de la pollution	1 - 4
3. Maîtrise de la pollution	4 - 7

Introduction

Le présent document rend brièvement compte de la mise en oeuvre des activités liées au MED POL, y compris celles concernant l'application des Protocoles "tellurique" et "immersions", menées depuis la réunion des Parties contractantes tenue à Montpellier en juillet 1996. Il est soumis, pour information et observations, à l'attention des coordonnateurs nationaux pour le MED POL.

1. Mise en oeuvre de MED POL - Phase III

Le Secrétariat s'est employé très activement à préparer la base de la mise en oeuvre du programme MED POL - Phase III adopté à Montpellier. En février 1997, une lettre a été adressée à tous les coordonnateurs nationaux pour le MED POL pour leur présenter les idées du Secrétariat concernant cette mise en oeuvre et solliciter leur observations. Par ailleurs, depuis l'adoption du programme, plusieurs contacts ont été pris avec des responsables et scientifiques de la région pour échanger des vues sur les divers aspects du futur programme. La XXXème réunion du Comité consultatif interorganisations pour le MED POL s'est également tenue à Athènes du 9 au 11 décembre 1996 afin passer en revue les activités menées en 1996 et d'examiner et préparer les activités de mise en oeuvre de la Phase III. En conclusion de cette concertation, le Secrétariat a établi le document UNEP(OCA)/MED WG.127/3 contenant des propositions sur les grands axes et les modalités de la mise en oeuvre du Programme; ce document est soumis à la présente réunion pour observations, modifications et approbation.

Plus concrètement, dans le cadre du volet "évaluation de la pollution" de MED POL - Phase III, le Secrétariat a travaillé à la compilation d'un projet de document opérationnel sur la surveillance continue des tendances de la pollution. A cet égard, plusieurs contacts ont été noués avec des scientifiques et des experts de la région ou d'ailleurs, et une réunion consultative restreinte s'est tenue à Athènes les 10 et 11 avril 1997 pour formuler un programme qui tiendrait compte des enseignements tirés d'autres programmes tout en prenant en considération les besoins propres à la région. Le projet de document opérationnel sur la surveillance continue des tendances de la pollution est présenté à la présente réunion sous la cote UNEP(OCA)/MED WG.127/4 pour observations et approbation.

Dans le cadre du volet "maîtrise de la pollution" du MED POL - Phase III, le Secrétariat, avec le concours d'experts de la région, a travaillé à la compilation d'un projet de document opérationnel sur la surveillance continue de la conformité. Le document a été établi et il est présenté à la présente réunion sous la cote UNEP(OCA)/MED WG.127/5, pour observations et approbation.

2. Evaluation de la pollution

Activités de surveillance continue

En ce qui concerne la mise en oeuvre des programmes nationaux de surveillance continue, eu égard au montant très restreint des crédits disponibles, un seul accord a été finalisé pour Malte (40.000 dollars E.U.) et une assistance limitée a été octroyée à l'Algérie (30.000 dollars) et à l'Egypte (13.500 dollars) dans le cadre de leurs programmes respectifs d'assurance qualité des données. Des instruments servant à la surveillance la pollution transférée par voie atmosphérique ont été achetés pour le Maroc (11.500 dollars). Un expert de l'OMM a effectué une mission au Maroc pour la mise en place d'une station de surveillance de la pollution

transférée par voie atmosphérique.

Formation et bourses

Comme dans le passé, une formation a été dispensée à des scientifiques collaborant au MED POL en vue de rehausser leur participation aux différentes activités de surveillance continue et d'assurance qualité des données. En outre, des allocations de voyage ont été accordées à des participants au MED POL pour leur permettre d'assister à des réunions et ateliers scientifiques où ils ont présenté les résultats de leurs travaux et échangé des données et des vues. C'est ainsi qu'en 1996 51 scientifiques provenant de 13 pays méditerranéens ont bénéficié de cet élément "assistance".

Biosurveillance

S'agissant de la surveillance des effets biologiques, ce volet du programme a été inauguré en 1996 au titre d'étude pilote visant, à long terme, à évaluer les effets de la pollution sur l'écosystème marin. Le programme a démarré avec la participation de 11 laboratoires implantés dans 8 pays, une formation étant dispensée à d'autres laboratoires pour mettre en point et appliquer une ou plusieurs des quatre techniques de biosurveillance recommandées (méthodes de mesure des métaux lourds, EROD, stabilité de la membrane lysosomiale et technique de l'élution alcaline de l'ADN). Un exercice d'interétalonnage a également été amorcé par le biais de l'Université de Gênes pour les techniques "méthodes de mesure des métaux lourds" et "stabilité de la membrane lysosomiale". Les résultats de cette phase pilote sont en cours d'examen et seront évalués par une réunion prévue à cet effet en 1997. Le Secrétariat compte proposer que, une fois convenus tous les détails du programme, la biosurveillance soit incluse dans les programmes nationaux de surveillance continue, et ce au cas par cas selon les pays. Il est prévu qu'un accord sur les détails du programme sera conclu à la fin 1998.

Traitement des données

Le projet de deux ans intitulé "Renforcement des moyens de traitement des données à l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée (Unité MED/PNUE)", qui a été signé en 1994 entre le PAM/PNUE et le gouvernement italien, s'est officiellement achevé avec la réunion qui a eu lieu à Rome, Italie, le 6 mars 1997. Le gouvernement italien avait fourni l'essentiel du financement du projet (312.000 dollars E.U.) et le Laboratoire de biologie marine (LBM) de l'Université de Trieste avait été désigné comme l'organisation d'appui et de coopération. Le LBM a fourni les compétences techniques en détachant à temps plein à Athènes un spécialiste de l'analyse des données pour toute la durée du projet, et le Centre international de science et de haute technologie (ICS) de Trieste a détaché un conseiller scientifique à temps partiel.

Le projet avait trois grands objectifs: a) renforcer le PAM/PNUE par un complément de savoir-faire scientifique et de technologie, de matériel informatique et de logiciels afin d'améliorer le traitement des données MED POL sur la pollution marine (collecte, informatisation, vérification, analyse et présentation); b) accroître les capacités PAM/PNUE de traitement et d'analyse des données sur la pollution marine; c) renforcer la coopération régionale et transférer le savoir-faire acquis aux instituts méditerranéens.

Avec l'achèvement du projet, ce sont les activités suivantes qui ont été menées à bien: a) l'équipement en micro-ordinateurs de l'Unité MED a été revalorisé et les utilisateurs ont été formés à Windows et à divers autres logiciels; b) les données MED POL sur la pollution marine de l'Unité MED ont été informatisées et entretenues dans une base de données mise en place au moyen du logiciel PC ORACLE; c) les données MED POL informatisées ont été analysées pour fournir des informations sur la quantité de données, la stratégie de surveillance continue,

ainsi que des statistiques sur la pollution; d) un stage de formation à la gestion, au traitement, à l'interprétation et à la présentation de données sur la pollution marine en Méditerranée a été organisé en commun par le LBM, le PAM/PNUE et l'ICS au Centre international de physique théorique de Trieste, Italie, du 11 au 16 décembre 1995. Y ont pris part 22 agents techniques et scientifiques de la région méditerranéenne; e) la cartographie assistée par ordinateur/Système d'informations géographiques (SIG/DM) ont été mises en place à l'Unité MED; et f) l'Unité MED a été branchée sur Internet en décembre 1994 avec l'acquisition de modems grande vitesse grâce à des crédits du projet (au titre de suivi de celui-ci, une importante activité concernant le branchement sur Internet avec la création d'une page d'accueil PAM/PNUE est en cours et devait être menée à bien avant l'été 1997).

Le projet a contribué pour beaucoup à ce que MED POL améliore en permanence la base de données existante et, pendant la durée du projet, à ce qu'il renforce ses capacités de traitement et d'analyse statistique des données tenues pour essentielles à la prochaine mise en oeuvre des activités de surveillance continue des tendances et de la conformité de MED POL - Phase III. Les divers aspects du projet et ses résultats ont été présentés à plusieurs réunions de pays méditerranéens où le grand intérêt de cette activité pour le MED POL/PAM a été souligné.

Assurance qualité des données, interétalonnage, entretien des instruments et méthodes de référence

Depuis la dernière réunion des Parties contractantes tenue à Montpellier en juillet 1996, la mise en oeuvre des activités d'assurance qualité des données s'est poursuivie. Un stage de formation collective à la détermination des métaux en traces, organisé par le MEL/AIEA, s'est déroulé à Monaco en novembre/décembre 1996. Il a réuni six participants provenant de cinq pays. Sous la supervision du MEL/AIEA, une mission d'assurance qualité a été effectuée dans un pays pour la surveillance et l'analyse des pesticides organochlorés, et des missions sont prévues dans trois autres pays en 1997. Dans le cadre de l'assurance qualité des données pour la surveillance de la pollution transférée par voie atmosphérique, l'OMM a acheté des échantillons de référence certifiés, sans aucun frais pour le MED POL, pour que les laboratoires participants améliorent la qualité des analyses de contaminants dans les échantillons de précipitations. Le MEL/AIEA a organisé deux exercices d'intercomparaison (homogénat de végétal marin pour l'analyse de métaux en traces) et a lancé un troisième exercice (sédiment côtier pour l'analyse des pesticides, des hydrocarbures chlorés et de pétrole). Le développement de la banque de matériaux de référence et la mise au point, pour les contaminants organiques et métaux en traces, d'étalons stockés au MEL/AIEA de Monaco se sont aussi poursuivis en coopération avec le GESREM. Les étalons sont mis gratuitement à la disposition de tous les instituts participant au MED POL. L'ingénieur du MEL/AIEA a effectué des missions d'entretien et d'installation d'instruments MED POL dans treize instituts de six pays. Des missions sont prévues dans deux autres pays en 1997. Etant donné que le poste d'ingénieur d'entretien va cesser d'exister en juin 1997, un rapport est en préparation sur les solutions de rechange possibles en matière d'entretien des instruments MED POL en faisant appel aux services commerciaux disponibles dans les divers pays. L'AIEA a élaboré ou révisé huit méthodes de référence en coopération avec la COI et la FAO.

Recherche

Sur la base des propositions de recherche soumises au Secrétariat, 42 projets étaient en cours à la fin de 1996 et portaient sur des domaines de recherche liés à l'évaluation de la pollution:

Domaine de recherche I (Mise au point et essai de méthodes de caractérisation et de mesure de certains contaminants)

Projets achevés en 1996: 2

Projets en cours: 10

Total de l'assistance financière: 20.500 dollars E.U.

Domaine de recherche II (Etude des mécanismes physiques, chimiques et biologiques du transfert de polluants des sources au dépôt)

Projets achevés en 1996: 3

Projets en cours: 10

Total de l'assistance financière: 8.000 dollars E.U.

Domaine de recherche IV (Etude du devenir des contaminants, microorganismes y compris, dans le milieu marin: survie, dégradation, transformation, bioaccumulation, etc.)

Projets achevés en 1996: -

Projets en cours: 16

Total de l'assistance financière: 19.000 dollars E.U.

Domaine de recherche VI (Eutrophisation et efflorescences algales: études de cas)

Projets achevés en 1996: 3

Projets en cours: 6

Total de l'assistance financière: 10.000 dollars E.U.

Des renseignements sur les projets de recherche concernant la maîtrise de la pollution sont donnés à la section 3 du présent document.

3. Maîtrise de la pollution

Résolution de Barcelone

Dans le cadre de la mise en oeuvre du point 6 de la Résolution de Barcelone concernant les substances toxiques, persistantes et susceptibles de bioaccumulation, une réunion a été organisée à Marseille du 2 au 4 octobre 1996, en coopération avec le Département Industrie et Environnement du PNUE (Paris) et avec le concours financier du gouvernement français. La réunion, à laquelle ont pris part plus de 90 experts venus de Méditerranée et d'ailleurs, de représentants des milieux industriels et d'ONG, avait pour objet d'identifier et de formuler des méthodes, programmes et calendriers d'élimination, d'ici à l'an 2000, du plus grand nombre de substances toxiques, persistantes et susceptibles de bioaccumulation. Le Secrétariat exploite actuellement les résultats de la réunion pour formuler des activités en rapport avec l'application du Protocole "tellurique". Le rapport de la réunion sera bientôt prêt et distribué à tous les coordonnateurs nationaux.

Protocole tellurique

Pour préparer la base nécessaire et faciliter l'application des dispositions du Protocole "tellurique" modifié à Syracuse en mars 1996, aussitôt après la conférence de plénipotentiaires qui a adopté le texte révisé, le Secrétariat a soumis au secrétariat du FEM une proposition

visant à obtenir une subvention pour la formulation d'un "Programme d'actions stratégiques en vue de s'attaquer à la pollution due à des activités menées à terre". La proposition a été approuvée et les activités ont démarré en 1997.

Les activités comprennent la formulation d'un Programme d'actions stratégiques chiffré et ciblé pour s'attaquer à la pollution résultant d'activités menées à terre ainsi que des Lignes directrices pour l'élaboration de plans d'action nationaux. Le Programme est établi sur la base: a) d'une Analyse diagnostique transfrontières des grands problèmes d'environnement de la Méditerranée d'une portée régionale qui comportera le recensement des problèmes, leurs causes, l'identification et le coût des mesures correctrices; et b) d'un Rapport sur les "points chauds" de pollution et les zones sensibles relevées par pays. Le Programme d'actions stratégiques comportera également un "Portefeuille d'investissement" qui sera examiné par une conférence de donateurs qui envisagera la possibilité de lancer un projet complet en 1998.

Le MED POL a été chargé de la coordination d'ensemble du projet, et il a été demandé à l'OMS d'assumer, au plan technique, l'élaboration du Rapport sur les "points chauds" de pollution.

Le 24 octobre 1996, une lettre a été adressée à tous les points focaux du PAM pour les aviser du lancement du projet et leur demander de désigner des points focaux nationaux pour la coordination du projet. Tous les points focaux du PAM ont été invités à explorer la possibilité de constituer des comités interministériels, eu égard à la nature pluridisciplinaire du projet. En mai 1997, seuls deux pays n'avaient pas encore désigné de coordonnateurs nationaux.

Une première réunion du Comité directeur du projet, composé du MED POL/ PAM, de l'Unité de coordination du FEM de Nairobi, du PNUD et de la Banque mondiale, s'est tenue à Athènes en janvier 1997 pour convenir de la stratégie globale de mise en oeuvre et choisir les experts chargés de l'élaboration des divers documents. Une réunion consultative ad hoc s'est également tenue en janvier 1997 pour débattre et convenir avec les experts des versions préliminaires des documents. Trois coordonnateurs nationaux (au moment de la réunion consultative, quelques coordonnateurs seulement avaient été désignés) assistaient également à la réunion (voir document UNEP(OCA)/MED WG.123/2).

Les activités portant sur l'élaboration du Rapport sur les "points chauds" de pollution prioritaires, coordonnées par l'OMS, sont réalisées en étroite coopération avec les coordonnateurs nationaux désignés pour le projet et avec le concours d'un certain nombre d'experts de la région. La documentation de base, avec les questionnaires, la définition et les méthodes, a été établie par l'OMS, puis examinée et approuvée à la réunion consultative ad hoc précitée tenue à Athènes en janvier 1997. En dépit du court délai imparti, les rapports nationaux sur les "points chauds" et les zones sensibles prioritaires ont été établis par les coordonnateurs nationaux avec l'aide d'experts, en tant que de besoin, et ils ont été examinés et analysés lors d'une consultation technique qui s'est tenue à Athènes en avril 1997.

Selon le plan de travail et le calendrier d'ensemble de l'activité, tous les projets de document seront présentés à une réunion d'experts désignés par les gouvernements qui doit avoir lieu à Ischia, Italie, du 15 au 18 juin 1997 et aura pour objet d'examiner le projet de Programme d'actions stratégiques avec les Lignes directrices pour la formulation de plans d'action nationaux, le projet de l'Analyse diagnostique transfrontières et le projet de Rapport sur les "points chauds" de pollution. Les documents modifiés seront transmis à une réunion des coordonnateurs nationaux désignés qui doit se tenir à Athènes en septembre/octobre 1997, pour observations et approbation. Ensuite, les documents seront présentés à la réunion des Parties contractantes de Tunis en novembre 1997, pour adoption.

Après l'adoption des documents par les Parties contractantes, la conférence des donateurs se tiendra en décembre 1997 pour examiner le suivi des résultats du projet.

Le Secrétariat estime que les résultats de cette activité seront d'une aide très précieuse pour toutes les Parties contractantes et qu'ils constitueront une assise solide aux futures activités requises par les dispositions du Protocole.

Plus concrètement, en ce qui concerne le Rapport sur les "points chauds" de pollution et les zones sensibles, l'activité en cours permet de recenser les principaux "points chauds" du bassin méditerranéen en se fondant sur les contaminants atteignant la mer Méditerranée: a) à partir des villes et agglomérations urbaines du littoral de plus de 100.000 habitants; et b) des principales industries effectuant des rejets directement dans la mer. Sur cette base, une liste de points chauds nationaux prioritaires est en cours d'établissement et elle sera assortie de propositions de mesures correctrices avec leur coût. Le Rapport recense aussi, pays par pays, les zones particulièrement sensibles aux dommages occasionnés par la pollution d'origine tellurique. Le Rapport va donc fournir la base de données indispensable à l'application du Protocole "tellurique".

De plus, l'activité débouchera sur un programme régional d'actions stratégiques et des lignes directrices pour la formulation de plans d'action nationaux pour s'attaquer à la pollution résultant d'activités menées à terre, conformément aux dispositions du Protocole "tellurique" révisé de 1996.

Enfin, l'activité fournira aux donateurs régionaux un premier gisement d'informations sur les problèmes et les mesures correctrices chiffrées qui pourraient constituer la base de futurs investissements.

Protocole "immersions"

En 1996, l'Italie a soumis au Secrétariat un rapport complet sur les permis d'immersion qu'elle a délivrés en 1995.

Dans le prolongement de la réunion des experts désignés par les gouvernements pour élaborer des lignes directrices sur la gestion des matériaux de dragage, qui s'est tenue Valence en mai 1996 (voir document UNEP(OCA)/MED WG.114/4), le Secrétariat s'emploie à rédiger un projet de texte remanié qui sera examiné par une deuxième réunion d'experts dont la tenue est prévue en principe à Malte en octobre 1997.

Si elles sont approuvées par la réunion d'experts, les lignes directrices seront soumises pour adoption à la réunion des Parties contractantes qui doit avoir lieu à Tunis en novembre 1997. Les lignes directrices aideront grandement les pays méditerranéens à gérer un problème qui est très courant dans la région.

Protocole "déchets dangereux"

Le Secrétariat n'a mené en 1996 aucune activité faisant suite à l'adoption du Protocole "déchets dangereux". Pour les activités à venir qu'il est proposé d'amorcer en 1998, se reporter au document UNEP(OCA)/MED WG.127/3.

Activités de recherche

Sur la base des propositions de recherche soumises au Secrétariat, à la fin de 1996 il y avait 24 projets en cours couvrant les domaines de recherche liés à la maîtrise de la pollution.

Domaine de recherche III (Effets de certains contaminants sur les organismes, les communautés et les écosystèmes marins, ou sur l'homme et les populations humaines)

Projets achevés en 1996: 10

Projets en cours: 24

Total de l'assistance financière: 30.000 dollars E.U.

Domaine de recherche V (Détermination des facteurs conditionnant l'efficacité des méthodes de traitement et d'élimination des déchets, et élaboration de critères de qualité du milieu)

Projets achevés en 1996: -

Projets en cours: -

Total de l'assistance financière: -

Les renseignements sur les projets de recherche concernant l'évaluation de la pollution sont données à la section 2 du présent document.